



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2023_12

Secretariat Général
Réf. : AZ/CR/JLF/FT
Nomenclature : 2.2.3

Reçu en Préfecture le :

Affiché le : *mis en ligne le 11/01/2023*

Notifié le :

Exécutoire le :

PORTANT AUTORISATION D'ALIGNEMENT INDIVIDUEL
211 CHEMIN JEAN-MARIE CALVIER - 84500 BOLLENE -
PARCELLE CADASTREE SECTION BO N° 34 ET N° 35

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de l'environnement,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu la demande en date du 19 décembre 2022 par laquelle le cabinet A.T.G.T.S.M.,

demeurant 821, avenue de Cheval Blanc – Impasse Georges Braque – 84300 CAVAILLON, pour le compte du dossier n° CC/U2218433,

courriel : urba@atgtsm.fr

sollicite l'alignement de la propriété cadastrée section BO n° 34 et n° 35 située,

37, rue de la Paix – 84500 BOLLENE,



ARRETE N° ARI_2023_12

Vu la situation des lieux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – ALIGNEMENT

L'alignement de la voie susmentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la ligne rouge « A,B » :

- partant du point A situé à l'angle avec la parcelle cadastrée section BO n° 33,
- se terminant au point B (en suivant le pied de la clôture existante) localisé à l'angle avec la parcelle cadastrée section BO n° 37 tel que représenté sur les photographies 1 et 2 annexées au présent arrêté..

Ce tracé marque la limite de la voie publique avec la propriété du demandeur.

Ces parcelles ne sont pas soumises à une servitude pouvant grever l'immeuble.

Annexes : photographies 1 et 2

ARTICLE 2 – Cet arrêté n'emporte aucun effet de droit sur la propriété du riverain demandeur.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance du présent arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté reste valable tant que les circonstances de droit ou de fait sur lesquelles il est fondé n'ont pas été modifiées.

ARTICLE 5 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié et notifié conformément à la réglementation en vigueur.



Ville de Bollène

ARRETE N° ARI_2023_12

ARTICLE 7 – La présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 – Madame la Directrice Générale des Services et le Directeur des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

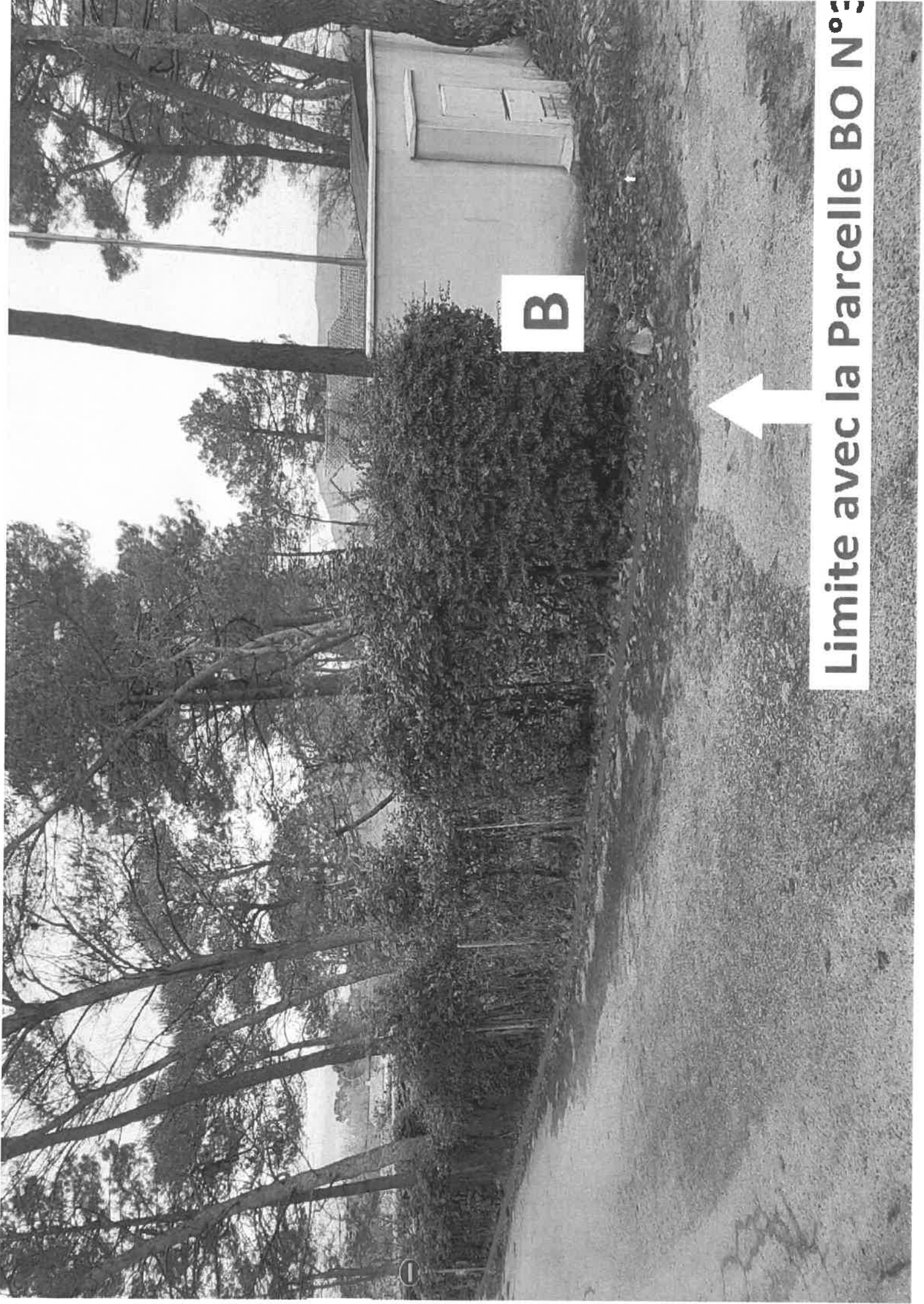
Bollène, le 11 JAN 2023



Anthony ZILIO

Maire de Bollène





B



Limite avec la Parcelle BO N°3

